COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 01 au 06 janvier.2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Le SG de la COI aux Comores.....3

- **Commission de l'Océan indien : vers une communauté des États?**
- **Le secrétaire général de la Coi reçu à Hamramba**

Tourisme.....6

- **La fréquentation touristique en hausse à La Réunion**
- **Tourism Review - '2016 tourism arrivals a real success story'**
- **Tourisme – La destination Madagascar très sollicitée**
- **Les Comores officiellement à la tête des iles de la vanilles de l'Océan Indien**
- **Industrie Touristique : performance encourageante.**

Energies Renouvelables.....14

- **COI-Energies : duplication du programme mauricien**

Interview du représentant de la FAO : la Sécurité alimentaire dans l'Océan Indien.....15

- **Il faut convaincre la jeunesse que l'agriculture est une activité économique**

Pêche.....19

- **Créer une filière pérenne et porteuse**

Le SG de la COI aux Comores

Al-watwan

Commission de l'Océan indien : vers une communauté des États?

LE 27 DÉCEMBRE 2016.



Pour avoir plus d'impact et de poids dans les forums internationaux, la Commission de l'Océan indien pourrait changer de statut et devenir Communauté des États de l'Océan indien. Le secrétaire général de l'organisation régionale, Hamada Madi Bolero, vient de présenter le projet au chef de l'Etat, Azali Assoumani.

Par Mohamed Youssouf

Dans le cadre de ses rencontres habituelles avec les chefs d'Etat et de gouvernement de la région, le secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Hamada Madi Boléro, s'est entretenu hier, lundi 26 décembre, avec le président Azali Assoumani. Outre la coopération bilatérale et multilatérale entre les Etats membres de la Coi, les échanges ont essentiellement porté sur le projet relatif à l'évolution du statut de l'organisation régionale.

En effet, le patron de la Coi entend transformer la Commission en une Communauté des Etats de l'Océan indien. «Depuis quelque temps, les différents services de la Coi sont en réflexion pour troquer le costume de commission et aller vers une communauté des États de l'Océan indien. À l'instar des autres communautés regroupant plusieurs États africains comme la Communauté des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), nous

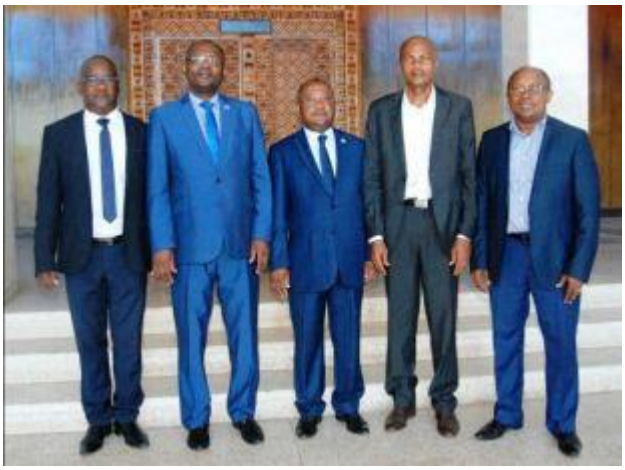
voulons avoir une communauté et un destin commun pour nos États insulaires», s'est ainsi expliqué Hamada Madi Boléro. Par cette réforme,il souhaite que la commission se renforce et que les plus grandes décisions soient prises par les chefs d'Etat et de gouvernement au lieu du Conseil des ministres.

«Le fait d'être une commission ne sert pas nos intérêts dans plusieurs domaines. Nous n'avons pas de poids assez conséquent dans les relations internationales. En changeant de statut, cette anomalie sera réparée», a-t-il ajouté. Une commission technique regroupant plusieurs profils, dont un juriste comorien,travaille sur ce projet. Les résultats de cette commission sont attendus en février ; ils seront présentés au Conseil des ministres de mars à La Réunion. À la sortie de cet entretien avec le président Azali Assoumani, le secrétaire général de la Coi s'est dit confiant. «Le président a pris cette initiative des deux mains. Il s'agit d'une étude de longue date et tous les gouvernements en sont au courant. Je suis venu présenter le projet au chef de l'État. Pour un partage et un avenir commun, il faut nécessairement acquérir le statut d'une organisation internationale reconnue. Ce qui n'est manifestement pas le cas actuellement», a-t-il dit.
http://www.alwatwan.net/index.php/nation/14222-commission-de-l-ocean-indien-vers-une-communaute-des-etats

Al-watwan

Le secrétaire général de la Coi reçu à Hamramba

LE 5 JANVIER 2017.



Communication du palais du Peuple

Le secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Ahamada Madi Bolero a été reçu, hier matin, par le président de

l'Assemblée de l'Union, docteur Abdou Oussene, en présence de deux vice-présidents de l'institution, Maoulana Charif et Dhoihir Dhoulkamal. Cette rencontre, la première à l'Assemblée de l'Union du secrétaire général de la Coi depuis sa désignation à la tête de l'organisation régionale, entre dans le cadre d'une visite de courtoisie, une occasion aussi pour le secrétaire général de présenter au président de l'Assemblée nationale ses meilleurs vœux de bonne et heureuse année 2017. Ahamada Madi Bolero a saisi également l'occasion pour féliciter les députés de l'Union de la richesse des débats, du travail parlementaire réalisé par rapport aux projets de loi soumis à leur examen, précisant que dans les assemblées, il y a toujours des hauts et des bas.

Le secrétaire général de la Coi a tenu également à saluer les parlementaires membres de l'Apcoi (Association des parlementaires de la Commission de l'Océan indien) qui, a-t-il dit, font un travail formidable qui contribue énormément aux débats et au bon devenir de la Coi. M. Ahamada Madi Bolero a parlé, entre autres, du grand projet régional qui vise à transformer la Coi en une communauté des Etats de l'Océan indien, ce qui rassure effectivement que ce nouveau cadre permettra une meilleure intégration des populations des Etats membres de l'Océan indien, puisque c'est ainsi que les chefs d'Etat seront une instance de prise de décisions conséquentes.

A l'en croire, ce nouveau projet sera soumis à l'approbation de la prochaine conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Océan indien qui se tiendra à l'île de La Réunion en mars 2017. Après la validation, suivra la ratification des différentes assemblées des Etats de l'Océan indien.
http://www.alwatwan.net/index.php/societe/14262-le-secretaire-general-de-la-coi-recu-a-hamramba

Tourisme

LINFO.RE

La fréquentation touristique en hausse à La Réunion

4.01.2017



Antenne Réunion

Le secteur du tourisme semble bien se porter à La Réunion avec une fréquentation légèrement plus importante que l'année dernière.

La plupart des hôtels de **La Réunion** affichent complet durant cette période de l'année. Les établissements plus ou moins luxueux, sur le littoral ou dans les hauteurs de l'île connaissent des semaines fastes. Cette dynamique positive semble confirmer une tendance à la hausse depuis quelques mois.

Selon les premiers indicateurs dont dispose l'**Ile de La Réunion Tourisme**, la fréquentation touristique pour 2016 est bonne. Elle serait même un peu mieux que 2015 et devrait donc dépassé les 426 000 touristes.

Les clients semblent partagés entre soleil en bord de mer et calme et fraîcheur sur les hauteurs de **La Réunion**.

Résultats plutôt bons pour les entreprises

Dans l'Ouest, le gérant d'une résidence : "*Il nous reste encore des disponibilités, mais le taux de remplissage est bon. Il est autour de 80%*", détaille Nicolas Burguera.

"*C'est plein depuis le mois d'octobre. On a la chance d'avoir un taux de remplissage qui avoisine les 80%. C'est pas tout à fait plein, il y a les jours de semaine qui ralentissent l'activité mais sur les week-ends, on est*

à un taux de remplissage de 100%", explique Anne Sophie Doussot, gérante d'un établissement touristique.

Une dynamique positive

"*Pour l'année 2016, les chiffres semblent bons. Le début 2017, semble particulièrement intéressant surtout sur les réservations*", assure Stéphane Fouassin, président de l'Île de La Réunion Tourisme.

Plus de 318 000 touristes extérieurs ont visité **La Réunion** entre janvier et septembre. Au vu des réservations faites sur le dernier trimestre 2016, la fréquentation touristique de 2015 devrait être battue.

http://www.linfo.re/la-reunion/faits-divers/709534-la-frequentation-touristique-en-hausse-a-la-reunion

Seychelles NATION

Tourism Review - '2016 tourism arrivals a real success story'

31-December-2016

END-OF-YEAR ISSUE



"We started 2016 on a high and today we know that we will finish the year with a 10% increase over last year. So it is a real success story for Seychelles. A success story because we are going against the trend in many other countries where they are either stagnant or even decreasing. The other major success in 2016 was the arrival of extra flights, airlines or planes serving Seychelles. It is a success because a couple of years ago Seychelles suffered when airlines departed."

These remarks were made by Alain St Ange, the outgoing Minister for Tourism, Civil Aviation, Ports and Marine as he reviewed tourism in Seychelles for the year 2016.

But the minister also acknowledged the challenges facing the trade where he also outlined certain measures to be taken to counter these challenges. Because, he said, when there is an increase in tourism arrival numbers, we need to manage the expectations of our visitors. And when we say Seychelles offers good, homely, quality service and destination, we are delivering for Seychelles. And one of the several projects to be undertaken is the upgrading of hotels so that clients can be informed on the level they

are and what type of service is expected of them and of what quality they are before the clients come here. Also tourists must be able to feel they live in security when in Seychelles and that the safety label of Seychelles remains the key cards of marketing of this country.
He remarked 2016 started off after a good, successful 2015 where the country finished the year with a Plus 19 increase in visitor arrivals. He said that number was a springboard for 2016 when they knew they had to consolidate what had been done last year and work to increase the figures while also trying to convince the trade itself and the private sector trade.
"It is not just hotels – it's the whole country that makes tourism so that together we can increase the yield. Both the ministry and the Seychelles Tourism Board (STB) knew they had to work with Seychelles to increase the yield that we make from our tourism industry," he said.
But Minister St Ange is optimistic.

Connected to the world

"Today we can happily say as a country, sitting in the middle of the Indian Ocean, that we are connected to the world with one-stop to anywhere which have been possible through our enticing both new airlines and companies to come to Seychelles," he said, citing Turkish Airlines, Qatar Airways, Sri Lankan Airlines and an extra Condor flight as examples. Adding to that, he said what is more positive is that they all want to increase their number of flights to Seychelles.
"This shows that Seychelles is today visible as never before. This visibility makes us relevant in the world of tourism," he said.
Minister St Ange also described the importance of diversifying our tourism source market which he said has worked for the country. If certain ills or malaise occur in Europe, our main tourism source destination, we can rely on other markets.

Challenges and solutions

Regarding the grading system, Minister St Ange said we cannot anymore accept that people can charge what they want and lie on what they are as this gives Seychelles a bad name.
He added the next big challenge is that the country needs to raise its security which he said is an issue which has been put to the attention of cabinet and the tourism sectorial meetings.
"Seychelles cannot continue to have thefts on tourists, assaults on tourists, breaking of cars that are rented to tourists. What is good for tourists is good for Seychellois. We must be able to feel we live in security when we are in Seychelles. The safety label of Seychelles remains one of the key cards of marketing of this country," he said. As tourism is the pillar of the economy, we need to work at it, nurture it and save it, Mr St Ange said.

Assaults on tourists



As for the assaults on tourists, Mr St Ange said he has asked both the Ministry of Health and Social Affairs and that of Home Affairs whenever a tourist is touched or admitted to hospital or of any other emergency, the Department of Tourism must be informed immediately so that the department can mitigate the effect of that assault. He said this is now being done.

Mr St Ange also warned against negativity published on social media which also hurts the industry.

"If a tourist has been hit for example at Pointe au Sel, you plaster it on social media, you make all sorts of accusations against it, you are helping or deciding for the trade, the tour operators will stop sending people to Seychelles. It affects the business community. When it affects the business community it affects each worker; each Seychellois worker in the Seychelles will start losing their job," he remarked.

Cost of Seychelles

The cost of Seychelles is another challenge Mr St Ange talked about which he said is an approach to be taken by both government and the private sector together. He said we need to ensure we keep looking at the operating cost in Seychelles as we do not compete between hotels here but against the region, the mainland and other countries that are also competing in the trade. He urged the private sector to be more realistic about prices.

"To benefit we must also look at turnover but not just kill the one goose that lays the golden egg," he advised.

Regarding the yield gained from the tourism industry, Mr St Ange said it must be seen and should not remain just numbers so that Seychellois see themselves benefitting from it.

On diversifying tourists to the Seychelles, Minister St Ange said it has worked for us as we cannot lay all our eggs into one basket.

Private sector must offer more

We will begin 2017 with the challenge that the private sector must unite in the concept that they must offer more, new diversity of products, new attractions, new facilities for the tourists to be able to spend money on," he said.

Regarding the national events that STB will no longer organise next year, Minister St Ange said it had two main missions for Seychelles – increase visibility for Seychelles and also provide entertainment for Seychellois. Also it brought the most number of press to the country at one given time. He said though CINEA will take over the organization of these events, the marketing side of them will remain with STB.
On conclusion, Minister Alain St Ange had this to say:
"It is a together approach that delivers for Seychelles. We are optimistic to have another good year next year but for us to keep on having it we need to tell Seychelles tourism is not just about another hotel or airline. Tourism is Seychelles. The product is Seychelles. It is only by working together all of us that we will have this."



Tourist arrivals in 2016 has been a success story

Marylene Julie
http://nation.sc/article.html?id=252405

Tourisme – La destination Madagascar très sollicitée
06.01.2017

Ces derniers temps, de nombreux magazines internationaux citent Madagascar comme une destination incontournable pour cette année. Vogue, Washington Post, Le Telegraph ont recommandé aux touristes d'inscrire la Grande île dans les agendas 2017. Dans la publication en date du 4 janvier, New York Times place le pays dans le Top 20 des destinations à visiter. « C'est une nation insulaire considérée comme un paradis de l'écotourisme », mentionne le quotidien new yorkais. La richesse de nos faunes et flores, la présence des endroits paradisiaques, la beauté du pays ont été mis en avant par New York Times. « Madagascar attire les touristes avec sa superbe combinaison de jungles, de plages et de récifs. Les lémuriens et les caméléons ne sont que les principaux attraits de cette île de la taille de la France, située au large de la côte Est de l'Afrique. Les requins-baleines et les baleines à bosse traversent le monde sous-marin, les baobabs à grosse tranchée parsèment la terre et plus de 90% des mammifères de l'île ne se trouvent nulle part ailleurs », écrit l'auteur de l'article

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/tourisme-la-destination-madagascar-tres-sollicitee/

bilan 2016

Industrie touristique : performance encourageante

Le tourisme a connu de beaux jours en 2016. La connectivité accrue entre Maurice et divers marchés émetteurs, dopée par une politique d'ouverture du ciel efficace, y a contribué en grande partie.

Eve FIDÈLE



L'inauguration d'un couloir aérien entre l'aéroport de Changi, à Singapour et le Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport, à Maurice, l'arrivée dans le ciel du pays de la première ligne aérienne low-cost et plus récemment, la décision du ministre du Tourisme, Xavier-Luc Duval, de se retirer de ses fonctions... L'année aura été jalonnée de plusieurs événements marquants.

Pour commencer, le couloir aérien reliant Singapour et Maurice a été inauguré au mois de mars. Ce projet devrait positionner Maurice comme un hub régional de référence dans le domaine de l'aviation. Une somme de Rs 40 millions a d'ailleurs été allouée au marketing dudit couloir aérien. De plus, afin de renforcer la connectivité avec l'Afrique, Air Mauritius a lancé deux nouvelles dessertes sur Maputo, au Mozambique et Dar es Salaam, en Tanzanie, en mai. Pour ce qui est de l'Asie, le transporteur mauricien a choisi de miser sur la Chine en introduisant une desserte sur Guangzhou en juillet. Le couloir aérien entre l'Asie et l'Afrique s'inscrit donc dans une vision à long terme et pourrait être un véritable succès pour la destination si le pays s'en donnait les moyens. Il s'agit toutefois là d'un investissement qui s'étend sur plusieurs années et va au-delà de l'apport financier.

Le principal objectif d'une connectivité plus importante entre Maurice et ses différents marchés émetteurs est de faire grimper le nombre d'arrivées

touristiques dans le pays. De janvier à septembre 2016, celles-ci ont effectivement augmenté de 9,7 % pour se situer à 880 890. Ainsi, les estimations pour 2016 ont été revues, établissant le nombre d'arrivées à 1 265 000. Quant aux recettes générées par l'industrie touristique, elles devraient tourner autour de Rs 56,6 milliards. Par rapport à l'année dernière, les estimations officielles de Statistics Mauritius font état d'une croissance de 9,6 % des arrivées touristiques et de 12,7 % au niveau des recettes.

Une connectivité dynamique va par ailleurs de pair avec l'intention affichée de la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA) d'abolir graduellement la frontière entre basse saison – de mai à septembre – et haute saison touristique. En témoigne la campagne promotionnelle *Maurice 365* lancée cette année par l'Office du tourisme local en Europe (France, Suisse, République tchèque…), mais aussi en Asie et dans la région. Le principe étant d'offrir des remises de 30 % sur une sélection de services et d'activités.

Comme le souligne Jocelyn Kwok, *Chief Executive Officer* de l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice, la création du couloir aérien Changi-Plaisance amène aussi Air Mauritius à desservir Kuala Lumpur selon un mode différent, et non plus en vol direct. Un choix rapidement suivi par la venue d'AirAsia X dans notre espace aérien. La ligne low-cost, qui a débarqué début octobre, voit un énorme potentiel dans la destination Maurice. Cette nouvelle desserte s'aligne également sur la stratégie gouvernementale consistant à créer un couloir aérien entre l'Asie et l'Afrique avec Singapour et Maurice comme plaques tournantes. Ce concept n'a en effet pas de raison d'être si l'axe Asie-Afrique n'est desservi que par une ou deux lignes aériennes. Pour qu'il soit rentable, le trafic aérien entre les deux continents se doit d'être dense. À travers une meilleure connectivité aérienne avec l'Asie, incluant l'Extrême-Orient, de même qu'une hausse de la fréquence des vols d'Air Mauritius et d'autres lignes sur l'Afrique, le pays s'ouvre à un marché plus large.



Deux ombres au tableau du secteur de l'aviation local en 2016 auront cependant été, d'une part, la révocation de Megh Pillay, CEO d'Air Mauritius, et, de l'autre, la démission du ministre du Tourisme, Xavier-Luc Duval. S'agissant de Megh Pillay, on se souviendra que huit membres du conseil d'administration de la compagnie d'aviation s'étaient réunis fin octobre pour décider de son renvoi avec effet immédiat. Une mesure provoquée par une divergence de vues entre le CEO et le président d'Air Mauritius, Arjoon Sudhoo notamment. Quant à Xavier-Luc Duval, il a pris de court une bonne partie de la population, le 19 décembre, lorsqu'il a claqué la porte du gouvernement. Raison évoquée : «*l'amendement précipité*» que comptait apporter le gouvernement à la section 72 de la Constitution sur les pouvoirs du directeur des poursuites publiques.

Ces turbulences, survenues en fin d'année, n'auront pas entamé – ou peu – le moral des opérateurs hôteliers. Ces derniers ont profité de l'embellie qui régnait dans le secteur pour mener à bien leurs projets de rénovation.

Parmi les établissements à avoir été remis à neuf en 2016 figurent le Constance Belle Mare Plage, le Victoria Beachcomber Resort & Spa et le Blumarine Attitude. Également agrandi, grâce à des travaux qui ont démarré en mai, le premier nommé est désormais pleinement opérationnel. Le Constance Belle Mare Plage, un cinq étoiles, dispose aujourd'hui de 278 chambres, soit 104 chambres Prestige, 149 suites Junior, six suites Deluxe, 18 villas ainsi qu'une villa présidentielle. À savoir que d'autres hôtels ont emboîté le pas à ceux nommés ci-dessus si bien qu'au total, plus de 900 chambres sont concernées par des travaux.

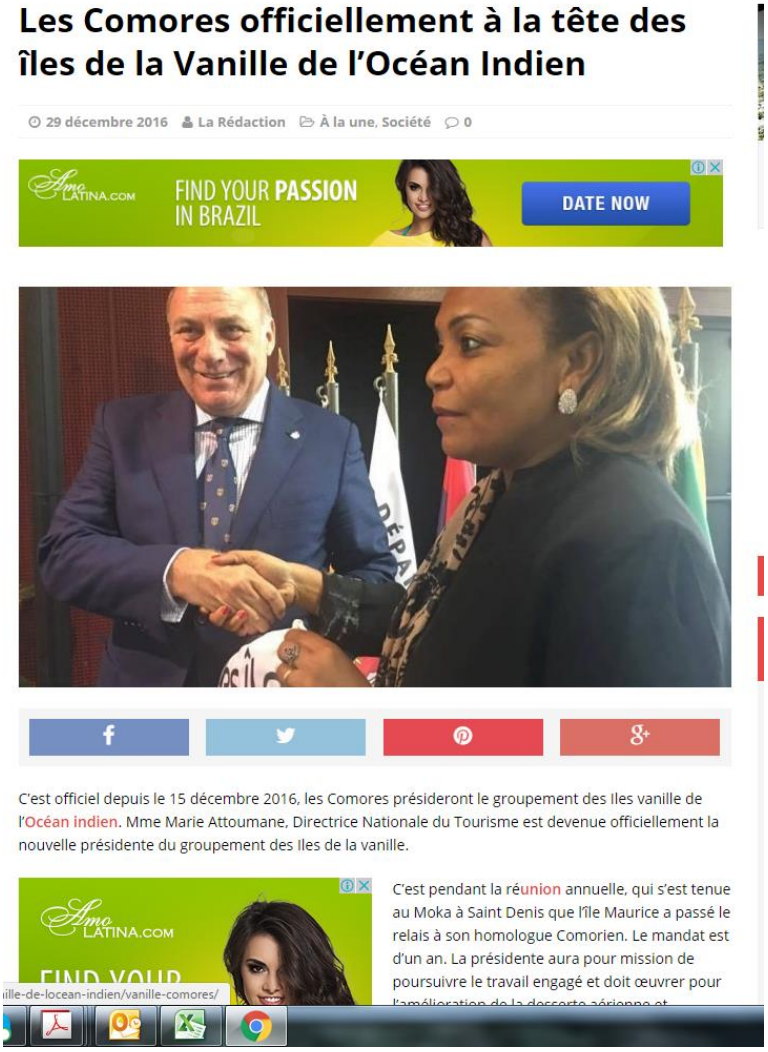
Argument pesant de plus en plus lourd dans le choix de la destination Maurice, le tourisme golfique a poursuivi sa progression en 2016. *AfrAsia Bank Open*, *MCB Tour Championship*, *Tourigolf*, *Mauritius Golf Masters* ou encore *Axys World Corporate Golf Challenge* sont autant de compétitions locales ou d'étapes de tournois internationaux pour lesquels se déplacent non seulement des golfeurs, mais aussi des médias étrangers et touristes. L'idée, aujourd'hui, est de faire grandir le rayonnement de l'île sur la carte mondiale des grandes destinations de golf.

Pour de nombreux opérateurs économiques, le potentiel du tourisme golfique est une évidence. Dans le but de valoriser ce segment, la MTPA et la Mauritius Golf Tourism Association ont travaillé sur le «*content development*» de la destination en suivant un schéma proposé par Peter Walton, président et CEO de l'International Association of Golf Tourism Operators. Dans cette optique, certains groupes hôteliers ont restauré leur golf, dont Constance Hotels & Resorts. Le parcours de championnat de 18 trous du Constance Belle Mare Plage, le *Legend Golf Course*, inauguré en 1994, a accueilli le *MCB Tour Championship* du 5 au 11 décembre. Il est à souligner que le Legend, aménagé au cœur d'une forêt indigène, en bord de mer, fait partie du circuit de l'*European Tour Destination*.

Enfin, globalement, l'année 2016 a été bénéfique à la MTPA. Elle s'est vu remettre le prix de l'Office du tourisme étranger préféré des professionnels français lors de la cérémonie officielle des Victoires du Tourisme au mois de juin.

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Comores-infos.net



Les Comores officiellement à la tête des îles de la Vanille de l'Océan Indien

29 décembre 2016 La Rédaction À la une, Société 0

Ame LATINA.COM FIND YOUR PASSION IN BRAZIL DATE NOW

C'est officiel depuis le 15 décembre 2016, les Comores présideront le groupement des Iles vanille de l'Océan indien. Mme Marie Attoumane, Directrice Nationale du Tourisme est devenue officiellement la nouvelle présidente du groupement des Iles de la vanille.

Ame LATINA.COM

C'est pendant la réunion annuelle, qui s'est tenue au Moka à Saint Denis que l'île Maurice a passé le relais à son homologue Comorien. Le mandat est d'un an. La présidente aura pour mission de poursuivre le travail engagé et doit œuvrer pour

http://www.comores-infos.net/les-comores-officiellement-a-la-tete-des-iles-de-la-vanille-de-locean-indien/

Energies Renouvelables

COI-Energies : duplication du programme mauricien

Par Les Nouvelles sur 26/12/2016

La Commission de l'océan Indien (COI) soutient la duplication du Programme national d'efficacité énergétique (PNEE) du gouvernement mauricien dans les autres pays membres bénéficiaires du programme COI-Energies, à savoir Comores, Madagascar et les Seychelles. D'où la signature d'un accord de partenariat pour la régionalisation du programme d'efficacité énergétique (PREE) entre la COI et l'Agence française de développement (AFD), le 16 décembre dernier.

Cet accord a été signé dans le cadre du programme COI-Energies, financé par l'Union européenne. Il vise à étendre à la région le PNEE en cours à Maurice. « *Ce programme régional d'efficacité énergétique est un exemple concret de l'utilité de notre coopération régionale* » a souligné le secrétaire général de la COI. « *C'est en partant de l'expérience mauricienne que la COI proposera aux industriels et aux opérateurs du secteur tertiaire des autres pays membres de mener une démarche concertée pour créer un authentique levier de croissance durable pour nos entreprises et nos pays* », a-t-il ajouté.

Le directeur régional de l'AFD a quant à lui appuyé sur la participation du PNEE,

« *véritable partenariat public-privé* », et du PREE dans la mise en œuvre des engagements internationaux dans la lutte contre le changement climatique. « *La COI est pleinement dans son rôle en capitalisant sur une initiative qui a réussi et en cherchant à la reproduire dans les autres pays membres* », a-t-il continué.

En tout cas, la dynamique au niveau régional est lancée et elle pourra reposer sur le retour d'expérience pour chaque pays membres de la COI.

http://www.newsmada.com/2016/12/26/coi-energies-duplication-du-programme-mauricien/

Interview du représentant de la FAO : la Sécurité alimentaire dans l'Océan Indien

notre invité

Patrice Talla Takoukam (représentant de la FAO pour la sous-région)

«IL FAUT CONVAINCRE LA JEUN UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE»

La sécurité alimentaire est un problème de fond dans l'océan Indien, mais qui se pose différemment en fonction des réalités de chaque pays, observe le représentant de la FAO pour la sous-région. Il plaide pour une plus grande coopération interrégionale dans le secteur agricole.

Shareenah KALLA

BUSINESSMAG. Quelles sont les priorités de la Food and Agriculture Organization (FAO) pour la région de l'océan Indien et l'Afrique ?

Le mandat de la FAO est principalement de lutter contre la faim dans le monde et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Grâce à son assistance technique, la FAO élabore, pour ses États membres, des stratégies et des politiques portant sur la gestion des ressources naturelles dans le secteur agricole. Bien sûr, quand nous parlons du secteur agricole, cela comprend l'agriculture, notamment l'activité de production mais aussi l'ensemble des secteurs de production, dont la pêche, l'élevage ou encore le secteur forestier.

La FAO travaille avec ses États membres pour l'identification des priorités qui sont spécifiques à chaque État et chaque région. Ainsi, en avril dernier, la FAO a tenu sa conférence régionale en Afrique au cours de laquelle bon nombre de sujets ont été discutés. Parmi, l'innovation dans le secteur agricole à travers la mécanisation. Aujourd'hui, on ne peut véritablement parler du développement de l'agriculture que s'il y a une vraie mécanisation dans ce secteur. Et la mécanisation peut se faire à plusieurs échelles. Bref, il faudrait qu'on puisse mécaniser l'agriculture en Afrique pour le développement de ce secteur.

Par ailleurs, la FAO a travaillé avec chaque pays pour y déterminer les priorités de son intervention à travers ce que nous appelons le *Country Programme Framework*. Par le biais de ce programme, nous avons pu identifier les priorités notamment dans la région de l'océan Indien car je suis représentant de FAO à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles. Globalement, il y a trois secteurs prioritaires qui se retrouvent dans l'ensemble de ces pays, à savoir l'intensification de la production agricole, la gestion durable des ressources naturelles et le renforcement des capacités de résilience pour pouvoir répondre aux catastrophes naturelles.

BUSINESSMAG. À quel point, la sécurité alimentaire est-elle devenue un enjeu important pour les pays de la région de l'océan Indien ?

À l'heure où les habitudes alimentaires changent, la sécurité alimentaire se pose à différentes échelles voire en différentes manières en fonction des pays. De ce fait, au niveau de la région de l'océan Indien, il y a principalement deux groupes de pays. D'abord, il y a Madagascar et les Comores où la question de sécurité alimentaire se pose en termes d'accès à la nourriture voire de la disponibilité de nourriture. En d'autres mots, il y a une couche importante de la population qui n'a pas accès à une quantité de nourriture nécessaire au quotidien. Concernant les Seychelles et Maurice, le problème est différent. Il se situe au niveau de la consommation. Il n'y a pas de problème d'accès, mais plutôt en termes de qualité. Il faut savoir que ces deux pays importent à peu près 70-80 % de ce qu'ils consomment. Ils importent parfois de très loin, soit de l'Amérique latine et l'Asie de Sud-Est. Ce qui engendre un problème de qualité. Et du coup, cela impacte sur la santé des populations. Conclusion : il y a certes des problèmes de sécurité alimentaire dans l'océan Indien, mais ils se posent différemment en fonction des réalités de chaque pays.

«MAURICE ET LES SEYCHELLES IMPORTENT À PEU PRÈS 70-80 % DE CE QU'ILS CONSOMMENT»

BUSINESSMAG. Il s'agit d'un enjeu régional qui nécessite la participation de toutes les îles de la région. Mais ce projet peine à démarrer…

Il faut savoir que depuis longtemps, la sécurité alimentaire a été une des priorités majeures de la Commission de l'océan Indien (COI). Celle-ci a toujours cette ambition de faire de Madagascar le grenier de l'océan Indien afin de pouvoir répondre aux défis de la sécurité alimentaire dans la région.

Je pense que pour plusieurs raisons – et dont je ne maîtrise pas forcément – le programme a eu du mal à être mis en place. Néanmoins, suite au Conseil des ministres qui s'est tenu en mais 2015, à Madagascar, le secrétaire général de la COI a été sollicité pour la mise sur pied d'un programme axé sur la sécurité alimentaire. Ainsi, la COI a fait appel à la FAO pour l'apport d'un appui technique en vue de l'élaboration de ce programme. Depuis un an, une équipe technique de la FAO, le secrétariat de la COI et les États membres travaillent conjointement pour la mise en place de ce programme. Par la suite, celui-ci a été à nouveau soumis au Conseil des ministres de la COI, qui s'est tenu à La Réunion en février dernier, où il a été officiellement adopté. Maintenant, c'est à la COI de se pencher sur sa mise en place. Celle-ci a proposé l'institution d'une unité régionale de coordination de la sécurité alimentaire, laquelle sera basée à Madagascar.

notre invité

ESSE QUE L'AGRICULTURE EST



Suite en page 62

notre invité

Suite de la page 61

BUSINESSMAG. Vous êtes d'avis que Madagascar est appelée à jouer un rôle majeur dans ce programme de sécurité alimentaire. Mais le passé politique houleux de la Grande île ne risque-t-il pas d'être un obstacle à la réalisation de cet objectif ?

Il est tout à fait vrai de dire que l'instabilité politique qu'a connue Madagascar pendant les dix dernières années a été l'un des facteurs majeurs qui explique pourquoi ce programme n'a pas pu être formulé et mis en œuvre à temps. Mais il faut reconnaître que depuis décembre 2013 avec la fin de la transition et l'élection d'un nouveau président, il y a eu des conditions favorables. Oui, Madagascar a le potentiel de s'imposer comme le grenier de l'océan Indien. Car l'île possède un peu plus de 90 % de terres arables de la sous-région. Autrement dit, des terres sont disponibles pour les activités agricoles, l'élevage et même la pêche. Maintenant, pour que ce potentiel se développe, il faut que les conditions nécessaires soient réunies, notamment un cadre juridique institutionnel qui encourage l'investissement. Il est crucial que le secteur privé soit pleinement impliqué. Car un des facteurs importants de ce programme est le partenariat public-privé (PPP). Pour que ce PPP puisse être effectif, il faut qu'il y ait des conditions juridiques institutionnelles garantissant la sécurité de l'investissement.

«LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST LA BASE DU DÉVELOPPEMENT»



BUSINESSMAG. Est-ce une tâche ardue de trouver des bailleurs de fonds susceptibles de s'intéresser à ce projet ?

Effectivement, pour sa mise en œuvre, ce programme demande un budget important, soit environ US$ 150 millions. Une fois que l'unité de coordination sera mise en place à Madagascar, une de ses premières attributions doit être la création d'une stratégie de mobilisation de ressources. Car il faut pouvoir aller vers les bailleurs de fonds, leur présenter le programme et pouvoir les convaincre de le financer. Mais la mobilisation des ressources est toujours un exercice difficile.

Ce programme fort louable rejoint les objectifs de tous les bailleurs de fonds : assurer la sécurité alimentaire dans tous les pays. Il ne faut pas oublier que la sécurité alimentaire est la base du développement. Et comme les bailleurs de fonds ont vocation d'appuyer le développement, c'est donc important de se dire que ce programme est aussi une priorité pour eux. Il reviendra à la COI, par le biais de son unité de coordination, de mettre en place une vraie stratégie de mobilisation de ressources pour pouvoir attirer les bailleurs de fonds.

BUSINESSMAG. Dans le cadre de ce programme vise-t-on principalement les bailleurs de fonds de la région ?

Nous ne pouvons pas nous limiter en termes de bailleurs de fonds. La COI ira vers des bailleurs multilatéraux et bilatéraux, mais aussi de la région. Car il pourrait y avoir des sources de financement importantes dans la sous-région. Il est nécessaire d'explorer toutes les possibilités. C'est un programme qui sera mis en œuvre sur une période de



cinq ans. Comme j'ai coutume de le dire, la mobilisation de ressources n'est pas une activité temporaire, mais permanente. Ainsi, dans le meilleur des cas, la COI peut trouver un budget suffisant pour lancer le projet. Pendant qu'il sera mis en œuvre, elle s'attellera à mobiliser les ressources. Si la COI rassemble 10-20 % du budget, elle pourra lancer le projet.

BUSINESSMAG. L'un des défis de ce projet est la valorisation des métiers agricoles auprès de la jeune population malgache…

La valorisation de l'agriculture auprès de la jeunesse ne concerne pas uniquement les jeunes malgaches. C'est une problématique qu'on retrouve dans tous les pays agricoles du monde. D'ailleurs, c'est un des sujets qui a été suffisamment discuté pendant la conférence régionale de la FAO. L'enjeu est que l'agriculture malgré la pénibilité qu'elle peut présenter, est d'abord une activité économique. Nous devons parvenir à convaincre la jeunesse que l'agriculture est d'abord une activité économique.

C'est un secteur pourvoyeur d'emplois, qui peut être générateur de moyens de survie. Toutefois, il y a des conditions importantes pour attirer cette jeunesse. Tout d'abord, il faut s'assurer qu'il y a une disponibilité de terres agricoles. Puis, il s'agit de pouvoir mettre en place des conditions permettant de réduire la pénibilité du travail. Il faut le reconnaître : l'agriculture est un travail physique et pénible. Nous ne pouvons pas faire l'agriculture comme nos aînés. Nous devons améliorer les conditions de travail. Il faudra une mécanisation qui aide à réduire la pénibilité, surtout pour le labourage et l'irrigation. Si nous pouvons labourer et irriguer les terres avec un outil de mécanisation, cela réduit suffisamment la pénibilité. Ce sont des conditions qui peuvent attirer la jeunesse. Il faut mettre à la disposition des jeunes des intrants notamment des semences, pour garantir une production suffisante. Dans le même temps, il est nécessaire de faciliter l'accès aux marchés. La mise à disposition des financements est également importante. Pour que l'agriculture soit véritablement une activité agricole, les jeunes doivent accéder à des moyens pour investir.

BUSINESSMAG. Maurice apporte pleinement son soutien au projet de faire la Grande île le grenier de l'océan Indien. Comment entrevoyez-vous cette coopération entre les deux pays ?

On met l'accent sur Madagascar car l'île présente des conditions naturelles et physiques pour répondre aux besoins régionaux. Les autres pays de la sous-région, en particulier les Seychelles, les Comores et Maurice, ont intérêt à apporter un appui, quelle qu'en soit la nature, pour la réussite de ce programme. Il est très important que les investisseurs mauriciens s'intéressent et voient dans quelle mesure, ils pourraient investir dans le secteur agricole à Madagascar. C'est vrai qu'il y a un problème d'accès à la terre. Celui-ci pourra être résolu par le biais d'une vraie discussion. Je pense que le secteur privé mauricien serait intéressé à investir à Madagascar s'il était rassuré sur la question de sécurité juridique.

«LA MÉCANISATION DOIT AIDER À RÉDUIRE LA PÉNIBILITÉ, SURTOUT POUR LE LABOURAGE ET L'IRRIGATION»

BUSINESSMAG. Quelles sont vos impressions sur le secteur agricole mauricien ?

Pendant une bonne vingtaine d'années, le secteur agricole mauricien a traversé des périodes difficiles, surtout après la baisse du prix du sucre sur le marché européen. Maurice s'en remet progressivement. Avec la nouvelle stratégie élaborée par le ministère de l'Agro-industrie, ce secteur s'oriente vers la diversification, qui implique qu'on multiplie les possibilités de production, mais aussi l'accès aux marchés. On s'oriente aussi vers l'agriculture biologique. Actuellement, la FAO exécute avec le ministère de l'Agro-industrie un projet d'agriculture biologique. Ce qui permettra non seulement de résoudre les problèmes de sécurité alimentaire, mais aussi ceux liés à la production. Il faudra toutefois créer les conditions pour attirer les investisseurs dans l'agriculture biologique.

bilan 2016

Pêche

Créer une filière pérenne et porteuse

L'avenir du secteur de la pêche passera par des pratiques saines qui ne mettront pas en péril nos ressources marines.

Joanna SEENAYEN

L'économie océanique ne se limite pas à la pêche. Pourtant, de par les mesures annoncées, les actions prises, ainsi que les communications émises, il semble que ce segment d'activité a été à l'avant-plan de l'actualité liée à l'économie océanique cette année. Deuxième campagne de fermeture de la pêche à l'*ourite*, présentation du *Fisheries and Marine Resources Bill*, allocation de permis à des promoteurs privés supplémentaires pour l'exploitation de barachois, réflexion autour d'une alternative à la pêche traditionnelle qu'elle soit industrielle ou artisanale… Autant de thématiques ayant dominé le secteur de la pêche.

Secteur d'activité à fort potentiel, la pêche génère chaque année des revenus de plus de Rs 24 milliards. Rien que le segment de la transformation des produits de la mer (*Seafood*) a engrangé des recettes d'environ Rs 3,6 milliards cette année, selon les derniers comptes nationaux.

Pour que la pêche demeure une filière pérenne et porteuse, le ministère de tutelle s'est attelé à investir davantage dans la mise en œuvre d'activités de pêche durable.

C'est ainsi que du 15 août au 15 octobre, la campagne annuelle de fermeture de la pêche à l'*ourite* s'est poursuivie non sans des grincements de dents. Organisée par le ministère de la Pêche avec la collaboration du projet *Smart Fish* de la Commission de l'océan Indien (COI), de la Mauritius Marine Conservation Society, d'Eco Sud et du *Global Environment Facility-Small Grants Programme* de l'United Nations Development



Project, cette campagne visait à régénérer le stock de poulpe dans les eaux mauriciennes qui frôlait un seuil critique. Qui plus est, il a été décrété que la pêche à l'*ourite* serait interdite tous les ans du 15 août au 15 octobre.

Après deux mois de fermeture de la pêche à l'*ourite*, le résultat a été des plus probants. «*La plus grosse prise, récompensée par le ministre Prem Koonjoo, a atteint le poids de 11 livres, soit près de 6 kg. C'est une taille qui est devenue très rare depuis longtemps à Maurice*», a déclaré Toky Rasoloarimanana, responsable de communication du projet *Smart Fish*.

AQUACULTURE : 31 SITES IDENTIFIÉS

D'autres mesures ont été adoptées aussi bien par l'État que des organismes institutionnels pour migrer vers une pêche saine et durable. Ainsi, lors de la présentation du Budget, le ministre des Finances, Pravind Jugnauth, annonçait une kyrielle de mesures, dont l'identification de 31 sites marins par l'Institut océanographique pour le développement d'activités aquacoles, l'allocation d'une enveloppe de Rs 12,5 milliards aux coopératives de pêche en vue de l'achat de 10 cages flottantes pour la capture de poisson, l'acquisition d'un navire polyvalent pour la recherche, les études et la formation des pêcheurs et des skippers, l'introduction d'une subvention de 50 % aux sociétés coopératives pour l'achat de navires pour les besoins de la pêche semi-industrielle et un congé fiscal de huit ans pour les compagnies de pêche industrielles. Par ailleurs, le ministère de l'Économie océanique, des Ressources marines, de la Pêche souligne qu'environ Rs 5 milliards ont été déboursées pour la concrétisation de plusieurs projets et actions dans le secteur de la pêche.

À ce jour, 18 des 31 sites pour le développement des activités d'aquaculture ont été alloués à des promoteurs privés. Six barachois pour l'élevage de fruits de mer tels que les huîtres, poissons, concombres de mer et crabes ont également été confiés à des promoteurs.

D'autre part, dans l'optique d'une pêche durable, dix cages à pêche flottantes ont été acquises. Celles-ci seront distribuées aux associations et coopératives de pêche sur les sites identifiés.

Le repeuplement de nos ressources marines pour des activités de pêche responsable, pérenne et fructueuse se conjugue à la lutte contre la pêche illicite et illégale dans les eaux mauriciennes. Dans cette optique, le gouvernement a signé



un accord tripartite impliquant six pays du Sud-Ouest de l'océan Indien, l'Union européenne et la Commission de l'océan Indien (COI) pour renforcer la surveillance régionale des pêches.

Pour que la pêche devienne un important pilier, d'autres projets ont été conceptualisés, à l'instar de la création du port de pêche de Bain-des-Dames, lequel fera partie intégrante du projet de faire de Port-Louis une plateforme maritime régionale. Celle-ci devrait comprendre un port de croisière, une marina, un port franc, des espaces pour les conteneurs et des infrastructures pour l'avitaillement.